

**Dr Aly TOUNKARA sur la situation sécuritaire de Farabougou :**  
Il est important que les populations comprennent le pourquoi  
de cette position attentiste

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 10 NOVEMBRE 2020

# 725

# Malikilé

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



## Forum de Niono

# Des inquiétudes demeurent !



**PARENA :** La descente aux enfers continue



**Sécurité :** Quand la perspective d'un dialogue  
avec les djihadistes donne du punch aux  
soldats français



**SAER GROUP C'EST:**

**+ de 400  
collaborateurs**

aux nationalités multiples, répartis au sein de  
**26 sociétés**, qui oeuvrent tous au rayonnement  
de la marque SAER.

**SAER GROUP**

<b>Une</b>	Forum de Niono : Des inquiétudes demeurent !	<b>P.4</b>
<b>Brèves</b>	Le rapport du VEGAL remis à Bah N'Daw : Le temps de la justice ?	<b>P.11</b>
	Mali : Les mines en ligne de mire	<b>P.11</b>
	Rentrée scolaire 2020-2021 dans les écoles privées avant la date indiquée :	
	Le ministre de l'éducation fait entendre sa voix !	<b>P.12</b>
	Sensibilisation des pré-retraités : Les nouveaux retraités étaient à l'honneur	<b>P.12</b>
	Chérif Ousmane Madani Haïdara, guide spirituel des Ançars : « Le Mali est aujourd'hui sur la bonne voie... »	<b>P.13</b>
	Barkhane : Action coordonnée de neutralisation d'un gat à proximité d'in tillit	<b>P.13</b>
<b>Actualité</b>	Promotion 2018-2020 de la filière coupe et couture du CIC : Tous les diplômés dotés en machine !15	<b>P.15</b>
	Examen de brevet de technicien BT : Le top départ a été donné	
	Pr Doulaye	<b>P.16</b>
	Dr Aly TOUNKARA sur la situation sécuritaire de Farabougou : Il est important que les populations comprennent le pourquoi de cette position attentiste	<b>P.17</b>
	Sécurité : Quand la perspective d'un dialogue avec les djihadistes donne du punch aux soldats français	<b>P.18</b>
<b>Politique</b>	Mali : Dans le viseur des terroristes, une jeunesse sacrifiée !	<b>P.20</b>
	Pour la refondation du Mali : Il faut la refonte de l'homme malien !	<b>P.21</b>
	PARENA : La descente aux enfers continue.	<b>P.23</b>
<b>Culture &amp; société</b>	BAMA-ART : Un événement culturel à pérenniser	<b>P.25</b>
<b>International</b>	Côte d'Ivoire : La victoire d'Alassane Ouattara confirmée par le conseil constitutionnel	<b>P.26</b>
	Crise postélectorale en Guinée Conakry : La journée « ville morte » de l'opposition ignorée	<b>P.27</b>
<b>Sport</b>	Championnat National de Basket-Ball : L'AS police réalise le doublé	<b>P.28</b>



## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)

**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

**Email** : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com

**Site Web** : www.malikile.com

**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



## Forum de Niono : Des inquiétudes demeurent !

**L**e Centre du Mali, particulièrement les Régions de Mopti et de Ségou demeurent le théâtre de violents affrontements qui impliquent des groupes terroristes qui se proclament djihadistes et les chasseurs traditionnels dozos. Si les deux groupes s'attaquent mutuellement, les populations civiles, elles, ne sont pas épargnées. En effet, des tueries régulièrement rapportées par des Organisations Non Gouvernementales (ONG), seraient le fait autant des groupes armés que, semble-t-il, des éléments des Forces armées maliennes (FAMa). Malgré les démentis

catégoriques de la hiérarchie militaire, les accusations d'exactions des militaires maliens sur les populations peules sont persistantes. Parce que cette situation conflictuelle entre les différentes communautés peules et des agriculteurs bamanans surtout est grosse de tous les dangers pouvant conduire à des affrontements intercommunautaires, les autorités maliennes viennent de participer à un grand forum dans la ville de Niono, dans la Région de Ségou, forum qui a regroupé toutes les parties impliquées, excepté les groupes terroristes qui veulent pourtant imposer la charia

aux populations locales. On s'est parlé pendant ledit forum, ce qui est une bonne chose, mais tout ce monde s'est quitté sans que l'on soit sûr que toutes les inquiétudes ont été levées.

Le dialogue est une des vertus cardinales des sociétés maliennes. Quelles que soient la nature et la gravité d'un conflit social ou entre individus, celui-ci se termine toujours dans le vestibule du chef de village où il est circonscrit par le dialogue fécond. Depuis l'éclatement de la crise malienne, particulièrement depuis que celle-ci est devenue une crise entre communautés peules et dogons, des voix autorisées n'ont cessé d'appeler au dialogue intercommunautaire. En effet, les populations peules, dogons, bamanans, bozos, etc., vivent ensemble depuis des siècles et sont toujours arrivées à circonscrire les différents qui naissent entre elles même quand le sang a coulé. C'est pour restaurer ce dialogue réparateur que les différentes communautés du Centre du pays se sont retrouvées pour évoquer les différends

qui les opposent en vue d'y trouver une solution durable qui apaise les esprits et les cœurs.

Le niveau de participation élevé et la représentation de toutes les communautés au forum de Niono témoignent de la volonté commune de mettre fin à une situation qui impacte dangereusement le vivre-ensemble et menace les activités indispensables à l'épanouissement humain. En effet, ce sont quatre ministres du Gouvernement de la Transition qui ont pris part au dit forum et qui ont, pendant trois jours, écouté toutes les parties. Il s'agit du Lieutenant-colonel Abdoulaye Maiga ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation accompagné de ses collègues Colonel-major Ismaël Wagué, Ministre de la Réconciliation nationale, Sadio Camara de la défense et des anciens combattants, Colonel Sadio Camara, celui de la Sécurité intérieure et de la Protection civile Colonel Modibo Koné et enfin la Ministre de la Santé et du développement social Mme Fanta Siby. De sources sûres on indique que les participants se sont parlé en toute franchise et toutes les préoccupations ont été prises en compte. Cela ressort de la synthèse des échanges et des engagements qui ont été pris. En effet, le Forum de Niono recommande de « désarmer tous les détenteurs illégaux d'armes », « assurer la protection des personnes et de leurs biens » et « multiplier les cadres de concertation intercommunautaire ».

Ces trois recommandations illustrent parfaitement les préoccupations essentielles des populations du Centre du Mali. En effet, la pro-



lifération des détenteurs illégaux d'armes est la principale menace sur la sécurité et la vie des populations civiles. Cette prolifération a favorisé la constitution de groupes de grands bandits qui s'attaquent régulièrement aux populations civiles désarmées en les dépossédant de leurs biens et en les tuant. Dans ce groupe figurent également les chasseurs traditionnels appelés dozos qui font régulièrement l'objet d'accusation d'exactions sur les populations peules. C'est pourquoi l'engagement pris par la délégation gouvernementale de désarmer tous les détenteurs illégaux d'armes, d'assurer la protection des personnes et de leurs biens a été particulièrement bien accueilli par les participants.

Si les dozos et les représentants de la communauté peule se sont engagés à cesser toute belligérance, des questions sont toutefois restées en suspens. Ce n'est pas en effet la première fois qu'un Gouvernement malien s'engage à protéger les populations et leurs biens. On se souvient par ailleurs de la décision de l'ancien Président Ibrahim Boubacar

Kéita (IBK) de dissoudre la milice dogon Dan Nan Ambassagou accusée par des ONG de s'attaquer aux populations peules. Aucun de ces engagements n'a été tenu et les attaques et tueries ont continué de plus belle. Les autorités de la Transition ont-elles des ressources plus grandes et ont-elles la détermination d'affronter la crise du Centre afin de soulager enfin les populations ? Beaucoup de ceux qui ont pris part au Forum se mettent à espérer que ce sera le cas. Cependant il y a des sceptiques qui soulignent que la question des djihadistes n'a pas été débattue alors que celle-ci est aussi centrale que les conflits intercommunautaires.

Les djihadistes, en effet, terrorisent les populations et leur imposent l'application de la charia. Ce terrorisme est quasi quotidien et traumatise les populations. L'absence d'engagement des autorités présentes à Niono sur cette question brûlante car existentielle a quelque peu refroidi les ardeurs de certains participants. Cependant, il faut souligner que le Gouvernement est déjà en guerre contre les terroristes qui ont subi, ces derniers temps, beaucoup de revers militaires. Il s'agit par ailleurs d'une question de stratégie militaire qui ne peut être évoquée publiquement au risque de mettre en danger la réussite des opérations sur le terrain. L'essentiel est que les représentants des différentes composantes de la région se soient parlé directement. Il faudra tout faire pour maintenir cette dynamique comme promis par la délégation de ministres dirigée par le Colonel-major Ismaël Wagué, Ministre de la Réconciliation nationale. Se parler est une vertu qui apaise les cœurs et crée l'empathie. Aussi longtemps que les populations se parleront la paix et la réconciliation auront toutes les chances de prospérer.

■ Diala Thiény Konaté



**Jeune Afrique**



Proche de Brice Laccruche Alihanga, Justin Ndoundangoye, incarcéré dans le cadre de l'opération Scorpion depuis décembre 2019, a reçu le soutien de l'Union interparlementaire. Celle-ci a interpellé le gouvernement gabonais, lequel ne garantirait pas le « droit à la vie » et « à l'intégrité physique » du détenu.



Le Conseil constitutionnel ivoirien a déclaré le scrutin "régulier" et proclamé, ce lundi 9 novembre, les résultats définitifs de l'élection présidentielle ivoirienne du 31 octobre, confirmant ceux proclamés une semaine plus tôt par la Commission électorale indépendante (CEI). Alassane Ouattara, 78 ans, est ainsi officiellement élu à un troisième mandat avec 94,27% des suffrages exprimés, au terme d'une campagne marquée par le « boycott actif » de l'opposition. Le taux de participation s'élève à 53,90%.



Après quatre années de présidence Trump, qui n'a jamais fait mystère de son manque total d'intérêt pour le continent, les Africains attendent, avec l'élection du démocrate Joe Biden, un renouveau des relations entre les États-Unis et l'Afrique. Une tribune d'Aminata Touré, ancienne Première ministre du Sénégal



**RFI**



URGENT - Donald Trump limoge le chef du Pentagone Mark Esper



**Fahad Ag Almahmoud**



Pour permettre aux Autorités de la Transition de face au vrai Problème du Pays celui de la Sécurité il faut une Trêve Sociale. La Transition ne peut pas résoudre tous les problèmes du pays en même temps. Ayons des Priorités.

Barkhane devient comme les FAMA, des annonces de succès sur le terrain sans aucune conséquence sur la sécurité. Je souhaite qu'on nous dise que la sécurité s'est amélioré dans telle zone.

Donald Junior Trump nous manque déjà. Il a au moins le mérite de ne pas être hypocrite. Il n'aime les musulmans, les africains, les autres mais il aime Great America.

**Ahmed Ag Hamdouna**



Le Ministre des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine Mr Alhamdou Ag Ilyène a présidé une cérémonie de remise de don de vivres de près de 800 tonnes au Mali.

La cérémonie a enregistré la participation du Ministre de l'Agriculture Mr Mohamed Ould Mahmoud et celle du Ministre Commissaire à la Sécurité Alimentaire Mr Redouane Ag Mohamed Ali. Ce don offert par la CEDEAO, à travers le Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine en charge de la CEDEAO a été financé en partie par l'Union européenne, il servira à renforcer le stock d'alerte du dispositif national de sécurité alimentaire.

**FRANCE 24**



Depuis la victoire samedi de Joe Biden, Donald Trump n'a laissé entrevoir aucune volonté de concéder sa défaite. Sa campagne de recours juridiques contre le résultat de l'élection se poursuit et le président sortant semble plus isolé que jamais.



### RFI Afrique



Les combats continuent pour le sixième jour d'affilée dans le nord de l'Éthiopie. L'armée fédérale affronte les troupes du Tigré, une région en rupture avec le pouvoir central d'Addis-Abeba. Routes et communications sont coupées avec la zone et il reste difficile de se rendre compte de l'ampleur des violences. Les appels à la désescalade continuent, mais l'État fédéral n'a pas l'air de vouloir calmer le jeu.

### Média A



Coopération : Du matériel roulant pour la Garde Le Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité dans les Régions de Mopti et Gao et la gestion des zones frontalières (PARSEC) a offert un important lot de matériels roulants à l'Etat-major de la Garde Nationale. La remise officielle de ces matériels a eu lieu, le lundi 09 novembre 2020 à la place d'armes de la Garde Nationale à M'Tomikorobougou. C'était sous la présidence du représentant du ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Colonel-major Ismaël Dé, en présence des responsables de la Garde Nationale. Ce don est composé de 5 véhicules médicalisés et de 5 pickup de reconnaissance, équipés d'appareils de transmission permettant d'assurer des communications opérationnelles. Il vient compléter un lot de matériels déjà livré, composé notamment de 300 gilets balistiques, 300 casques balistiques, 300 lits superposables, 40 jumelles binoculaires vision nocturne, 40 tentes collectives, 20 boussoles, 20 GPS.



Ils sont ténaces, dévoués et convaincus de la pertinence de leur mission. Ni les intimidations, ni les railleries, encore moins les insultes ne les ont fait fléchir. Ils se sont juré d'aller au bout de leur aventure. Soldats du jour comme de la nuit, ces intrépides gladiateurs passent au peigne fin les moindres recoins de leur quartier à la recherche des hors-la-loi, ennemis de la paix et la quiétude sociale. Ils les traquent et les mettent à la disposition de la police. Grâce à eux, les démons du vol et du viol se sont retirés du paysage de Djanguinéougou. Donc c'est tout à leur honneur que des routières leur soient offertes pour leur déplacement. Nous remercions le guide suprême des Ançars, notre imperturbable papa, le gardien du temple et l'apôtre de la non-violence pour ce geste hautement symbolique. Et à nos frères de l'ACEID, nous recommandons un bon usage de ces engins de dernière génération. Pour Chérif Madane Haïdara, on est capable de faire déplacer une montagne.



### M. Nouhoum Togo - Officiel



Un bon avocat et toujours un très bon communicant. Entre ces deux métiers y'a qu'un pas. Depuis que j'ai vu OBAMA s'activer tout au long de la campagne de son ex vice président j'avais compris que BIDEN allait faire la différence. La communication est art et BARACK est un artiste qui sait très bien utiliser les réseaux sociaux. Cette campagne a été très rude sur l'ensemble des réseaux sociaux. Je veux parler de : Facebook, Twitter, Instagram, snapchat, TikTok, YouTube, Whatsapp, LinkedIn, que sais-je encore. Si y'a une chose que je comprends aujourd'hui, les réseaux sociaux deviennent de plus en plus déterminants dans le processus électoral. La communication dans la bataille électorale demeure le tendon

d'Achille et la clé de la réussite. Savoir communiquer c'est savoir faire attention à l'autre, savoir l'intéresser, l'attirer, l'orienter, le guider et l'amener vers soi. Bref savoir communiquer c'est savoir forcer l'admiration, c'est savoir renforcer ses propres admirateurs dans leurs convictions et aussi convaincre les indécis et les adversaires à changer leurs opinions en sa faveur. Communiquer c'est drainer la foule et aller tout droit à la victoire avec elle. Voilà ce que BARACK OBAMA a su bien faire en faveur de son protégé JO BIDEN élu 46ème président des États Unies par les faits et pour l'histoire.



### Mossa Ag Attaher

#Sport #Football #jeunesse #CAN

En prélude du match international des Aigles prévu ce Vendredi 13 Novembre, j'ai effectué une visite de notre Stade 26 Mars, pour voir l'état d'avancement des travaux.

Et c'est avec consternation que j'ai constaté que les consignes données n'ont pas été respectées.

Le deadline est posé pour Mercredi 11, dernier ultimatum.



### Ibou SY

États-Unis : Trump annonce le limogeage de Mark Esper, chef du Pentagone. Le sénat peut s'y opposer.



USA : George Bush félicite Joe Biden, "malgré les différences politiques"

### Activiste Tv



Visite de Courtoisie du Président Dr Cheick Modibo Diarra à l'ambassade de la République Islamique de Mauritanie au Mali.

Son Excellence l'ambassadeur M. Ahmedou Ould Ahmedou a reçu ce lundi 09 Novembre 2020 le Président Dr Cheick Modibo Diarra du RpDM.

Il était accompagné par le Vice-président M. Bagui Diarra et M. Ismaël Arma, membre du Bureau National des jeunes.

La délégation du RpDM a été accueillie très chaleureusement et fraternellement.

Aux termes des discussions, les deux ont décidé de se voir plus régulièrement.

Le RpDM remercie tous ceux qui ont contribué au succès de cette rencontre et présente ses compliments à son Excellence M. Ahmedou Ould Ahmedou, ambassadeur de la République Islamique de Mauritanie au Mali et à tout le personnel de l'ambassade.

Vive le RpDM, Dieu bénisse le Mali.



Visite du President Dr Cheick Modibo Diarra en Commune V LE RpDM RENCONTRE LE RASSEMBLEMENT DES JEUNES POUR DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNE V

L'événement s'est déroulé ce vendredi 06 Novembre 2020 sur le terrain de basket de kalaban-coura. Il était présidé par le Président Dr. Cheick Modibo Diarra, accompagné par plusieurs personnalités du parti notamment les Vices-présidents M. Yagaré Baba Diakitè, Dr Maky Samaké, le Secrétaire Général M. Abdoulaye Maiga, Bakary Diarra, président RpDM, section de Ségou, et M. Issa Mariko de RJDEC. Après les mots de bienvenue, les différents intervenants ont témoigné de leur espoir et soutien au président Dr Cheick Modibo Diarra et à l'ensemble du parti.

Dans son discours, le président Dr Cheick Modibo Diarra a affirmé être très honoré et gratifié par l'initiative des organisateurs.

Vive le RpDM, Dieu protège le Mali.





## Bacary Camara

Les rites et traditions

Le mariage traditionnel au Mandé et l'indispensable rôle des furu nyalo



Ce rite très ancien dans les sociétés traditionnelles est toujours rythmé par les va et vient des cadeaux de mariage qui est nécessaire à la formation du « dyo » ou pacte qui unit les deux familles. Si le père de l'épouse acceptait la dot en un seul versement, ce serait un acte grossier et comme s'il vendait sa fille comme une esclave.

les deux parties fixent après le dantikèli (prendre à témoin) la date du départ de la jeune épouse chez son futur époux, cette discussion était assortie de part et d'autre, d'un florilège de proverbes évoquant la vitalité des alliances, la nécessité d'être fideles pour les époux : « Nous nous sommes souvent réunis pour boire ensemble une décoction d'écorce de cailcedrat. » Une allusion aux difficultés vécues en commun, le cailcedrat donnant une infusion très amère.. « Mieux vaut dire dix fois la même parole que dix fois toutes les paroles. ». « l'homme est comme l'eau, quand on s'y mire, on y voit son image, quand on la boit on trouve à la fin des impuretés » « On dit que la femme ne doit pas être battue, c'est faux, pour que le fer soit droit, il faut le battre. » « Nous vous donnons cette enfant pour que vous la placiez entre votre chair et votre peau. »

Avant son départ, la mariée reçoit sa corbeille de mariage : pagnes, calebasses, mortiers à mil et à maïs, cuvettes en email, savon. L'ensemble de la parenté participe à la constitution de cette corbeille. Le pagne blanc Kun biri fini dyè, symbole de virginité et de pureté dans lequel la mariée s'enveloppe lui est remis par sa mère. Konyo est un terme qui désigne l'acte de mariage proprement dit : la fête nuptiale, la nuit de noces, l'accouplement, alors que furu exprime l'acte social, le contrat, les prestations, le jeu de dons et contre-dons procédant du mariage après, les premiers rapports, il apparait que la mariée n'était pas vierge, elle sera rouée de coups renvoyée chez le furu nyalo du fiancé à qui elle devra dénoncer son amant qui risque fort d'être chassé du village ou tout au moins sévèrement réprimandé. A noter que l'importance des démarches du mariage est telle que l'intervention des furu nyalo n'est pas seulement nécessaire, lorsque

Les époux appartiennent à des villages différents. Elle est indispensable même à l'intérieur d'un même village.

B.CAMARA



## L'ESSOR

Les chasseurs traditionnels et la communauté peuls ont scellé, samedi, un accord de cessation des hostilités au dernier jour du forum de la paix ouvert jeudi à Niono dans la Région de Ségou



Photo AMAP

## Renouveau TV

Grogne sociale au Mali : quatre syndicats en grève illimitée

Quatre syndicats ont entamé un arrêt de travail illimité sur l'ensemble du territoire national ce lundi 09 novembre 2020. Il s'agit du syndicat libre des travailleurs du ministère de l'administration territoriale, le syndicat autonome des administrateurs civils, celui des collectivités territoriales et enfin le comité syndical des agences de développement régional. Cette grève illimitée intervient après un échec de négociations entre les responsables syndicaux et le gouvernement. Selon un des syndicalistes, sur leurs onze points de revendication, seulement deux ont fait l'objet d'un accord partiel. Au même moment, d'autres mouvements de travailleurs sont également annoncés.

Ce mouvement illimité intervient après 15 jours de grève observés sur l'ensemble du territoire. Ces quatre syndicats exigent entre autres : la libération immédiate des préfets et sous-préfets, l'amélioration des conditions de vie et de travail. Ils exigent aussi le paiement obligatoire des primes et indemnités ainsi que le renforcement de la sécurité des représentants de l'État.



Les administrateurs civils demandent l'octroi de la majoration de la prime de fonction spéciale de 300% accordée au personnel des services du ministère de l'administration territoriale. Aussi, ils réclament la fixation du nombre d'agents de sécurité affectés aux représentants de l'État.

En plus de la grève des administrateurs civils, le bureau du syndicat libre des travailleurs des affaires étrangères et le syndicat des travailleurs du ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'intégration africaine sont également en grève de 144 heures à compter du 09 novembre jusqu'au 16 novembre 2020. Les syndicalistes réclament une amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

À cela s'ajoute, 72 heures d'arrêt de travail du syndicat national de l'enseignement supérieur à partir de ce mardi 10 novembre 2020. Ces enseignants exigent, de leur côté, l'application immédiate des articles 66 et 97 du statut des enseignants chercheurs.

« Cette grève illimitée a été bel et bien suivie sur l'ensemble du territoire national », déclare le secrétaire général du syndicat autonome

des administrateurs civils. Ce dernier a aussi dénoncé une « falsification des documents par L'État et la haute trahison des autorités à l'égard des représentants de l'État ». Source: Studio Tamani



**SAMA**

transfert d'argent

## Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À

**40%**

SUR VOS FRAIS DE  
TRANSFERT D'ARGENT

[www.sama.money](http://www.sama.money)



## Le rapport du VEGAL remis à Bah N'Daw : Le temps de la justice ?



**Le Vérificateur Général a, officiellement, remis au Président de la Transition, Bah N'Daw, le vendredi 30 octobre dernier, son Rapport annuel (2019). Ce document concerne 31 entités de l'Etat qui ont fait l'objet de vérifications financières, en termes de performances et de suivis et recommandations. Ces différentes vérifications ont permis de déceler plusieurs cas d'irrégularités financières qui se chiffrent à environ à 15 milliards FCFA. Maintenant, l'opinion s'interroge sur le traitement qui sera donné aux différents dossiers. Seront-ils rangés dans les tiroirs ? Ou la justice va-t-elle sévir contre les auteurs de ces détournements ?**

**D**ans le cadre de sa mission de vérification de la régularité et de la sincérité des opérations financières et administratives des services publics et parapublics, le Bureau du Vérificateur Général a effectué des missions de vérifications dans plusieurs services. Ainsi, le Rapport 2019 a été officiellement remis au Président de la Transition, Bah N'Daw, le vendredi 30 octobre dernier. Les pertes financières engendrées par l'Etat sur les 31 missions de vérifications effectuées dans plusieurs ministères et certains grands services sont chiffrés à 300,613 milliards de FCFA. La palme du manquement à l'orthodoxie financière est détenue largement par des sociétés minières du pays. Les sociétés des mines de Syama a fait une perte de 227, 87 milliards de FCFA, suivies des sociétés des mines d'or de Loulou, Goukoto avec 60,53 milliards de FCFA. L'AMRTP et l'ORTM sont épinglés pour 4 milliards de FCFA de pertes. L'Ambassade du Mali au Burkina Faso pour 1,84 milliard de FCFA. La Mairie de la Commune II est incriminée pour 153,64 millions de FCFA et le Ministère des Affaires religieuses et du Culte pour 639,86 millions de FCFA.

Source : L'Aube- Mali

## Mali : Les mines en ligne de mire

**A**ussi, des irrégularités financières ont été constatées dans la gestion des sociétés minières (Somilo-sa, Goukoto-sa et Somisy-sa) par l'équipe de vérification s'élevant à 60,53 milliards de FCFA dont les principales explications se présentent comme suit : – Le Directeur Général de Randgold Resources Limited (RRL) est épinglé pour n'avoir pas retenu l'Impôt sur le Bénéfice Industriel et Commercial (IBIC) sur les prestataires étrangers de Goukoto-SA non couverts par une convention de non double imposition pour un montant de 294,73 millions de F CFA.

- Le Conseil d'Administration de SOMILO-SA est aussi cité pour n'avoir pas autorisé la distribution des dividendes dus à l'Etat malien pour un montant de 26,21 milliards de FCFA au titre des exercices 2015, 2016 et 2017.
- Le Directeur Financier de RRL pour avoir pris en compte, dans les Etats financiers de SOMILO-SA, des charges d'intérêts d'emprunts non justifiés pour un montant de 2,08 milliards de FCFA. « Il s'agit des intérêts de deux emprunts inscrits, dans les états financiers, aux noms de l'Etat du Mali et de RRL sans documents justificatifs », rapporte le Rapport.
- Le Directeur Général de RRL d'avoir passé des contrats d'emprunts irréguliers pour le compte de SOMILO SA. Les conventions de prêt, objet desdits emprunts, devaient être autorisées uniquement par les Administrateurs de l'Actionnaire non prêteur, en occurrence les Administrateurs représentant l'Etat malien. « Ce qui n'a pas été le cas », est indiqué dans le Rapport. Le montant des intérêts payés sur ces emprunts irréguliers s'élève à 31,93 milliards de FCFA, révèle le Rapport 2019 du Bureau du Vérificateur.

Source : L'Aube- Mali



**WESTERN  
UNION**

**WU**

## Sensibilisation des pré-retraités : Les nouveaux retraités étaient à l'honneur



En vue de les préparer à une bonne retraite, la direction générale de la Caisse malienne de sécurité sociale (CMSS) a organisé le 5 octobre 2020 un reportage après un mois et cinq jours, dans un hôtel de la place, un séminaire d'information et de sensibilisation à l'intention des admissibles à la retraite.

L'activité avait pour but d'expliquer aux futurs retraités les conditions d'acquisition des droits à la pension en commençant par la carrière, les cotisations y afférentes, le mode de liquidation et les possibilités offertes pour le paiement de la pension.

Ont pris part à cette activité, le secrétaire général du ministère de la Santé et du Développement social, le vice-président du FNAR, la directrice générale de la CMSS, Mme Diéminatou Sangaré et plusieurs futurs retraités. Aujourd'hui, le constat est que depuis plusieurs mois, certains retraités ne perçoivent pas leurs pensions. Cela est dû non seulement à cause de la fourniture tardive des pièces exigées pour la liquidation de leur pension de retraite, mais aussi du non-paiement des cotisations dues. Certains retraités se sont plaints du déficit d'information sur les pièces nécessaires à la liquidation de leur pension.

En vue de trouver une solution à ces difficultés susmentionnées, la direction générale de la Caisse malienne de sécurité sociale (CMSS), a organisé une journée d'échange à l'intention des futurs retraités.

L'objectif de ce séminaire d'information et de sensibilisation est d'outiller les préretraités pour qu'ils comprennent l'étendue de leurs droits, d'expliquer les procédures de règlement du droit à la pension de retraite de l'Etat ; rendre disponible les pièces à fournir et le formulaire de demande de liquidation de pension ; préciser les lieux de dépôt des demandes de liquidation de pensions et d'informer les participants sur les délais de liquidation et de paiement des droits.

Le secrétaire général du ministère de la Santé et du Développement social, Abdoulaye Maïga, a salué l'initiative en faveur des fonctionnaires devant faire valoir leur droit à la retraite dans deux mois. Il a aussi rassuré l'accompagnement de son département à œuvrer pour le renforcement de la protection sociale des maliens.

Le vice-président de la fédération nationale de l'association des retraités (FNAR), Seydou Monzon Traore, a assuré de la disposition du FNAR à l'informer sur tous ceux qui concernent les préretraités et sur toutes les questions liées à la retraite.

Par ailleurs, il a conseillé aux nouveaux retraités d'éviter le sédentarisme, qui peut être une source de beaucoup de maladies.

Notons que ce séminaire d'information et de sensibilisation des admis-

## Rentrée scolaire 2020-2021 dans les écoles privées avant la date indiquée : Le ministre de l'éducation fait entendre sa voix !



Prévue pour le lundi 4 janvier 2021, la rentrée scolaire 2020-2021 est effective à 50% dans les écoles privées depuis des semaines. Pour les rappeler du non-respect de la date fixée par le gouvernement, le ministre de l'Éducation Nationale, Pr Doulaye Konaté, à travers un communiqué a fait entendre sa voix sur ce sujet la semaine dernière.

Le ministre de l'Éducation Nationale constate avec regret que certaines écoles privées en violation des dispositions de la Décision N°2020-002611/MENERS-SG du 25 septembre 2020 fixant le calendrier scolaire, ont fixé des dates de démarrage de l'année scolaire 2020-2021, à leur convenance » ainsi est libellé le 1er paragraphe de ce communiqué.

A travers ce communiqué, le Pr Konaté a rappelé aux parents d'élèves et aux élèves que l'année scolaire 2019-2020 prend fin le 12 décembre 2020 et que la nouvelle année 2020-2021 débute le lundi 4 janvier 2021. En clair, cet avertissement de la part du ministre Konaté tombe à point nommé, d'autant qu'on que depuis un moment la plupart des écoles privées surtout à Bamako ont ouvert leur porte au compte de l'année scolaire 2020-2021. Et parmi celles-ci on peut citer l'école "La Lumière", "Kalansso", "Doniyasso" entre autres.... en commune II du district de Bamako. Selon le directeur d'une école privée, cette situation est due à la longue pause que les écoles maliennes ont subie à cause de la COVID-19. « Cela faisait 6 mois que les enseignants des écoles privées n'étaient pas payés. En tant que chef de famille, c'est une situation très difficile, donc l'enchaînement du démarrage de l'année scolaire 2019-2020 et celle de 2020-2021 peut expliquer cela. Dans mon école, nous, on a démarré la nouvelle année le 2 novembre dernier seulement et certaines l'ont démarré depuis plus de 15 jours » a-t-il fait savoir.

En tout cas, ces écoles privées sont mises en garde par le ministre de l'Éducation Nationale, Pr Doulaye Konaté. C'est la suite qui nous édifiera.

Par Mariam SISSOKO

sibles à la retraite sur le départ à la retraite du fonctionnaire se tiendra sur l'ensemble du territoire national à travers les services déconcentrés de la CMSS dans les régions.

Ibrahim Sanogo

## Chérif Ousmane Madani Haïdara, guide spirituel des Ançars : « Le Mali est aujourd'hui sur la bonne voie... »



Le samedi 7 novembre 2020, chérif ousmane madani haïdara, guide spirituel des ançars et non moins président du haut conseil islamique (hcm) a animé une conférence de presse à son domicile sis au quartier banconi de bamako. Objectif : faire le bilan de la célébration du maouloud 2020. Il ressort de cette rencontre avec la presse que 152 806 personnes ont pris part à l'événement célébré au stade du 26 mars de bamako. Le budget de l'événement s'élève, selon les organisateurs, à 850 millions de fcfa. « il fut un moment où la justice était inexistante au mali. Aujourd'hui, cela est peut-être en train d'évoluer. Le mali est sur la bonne voie inshallah... », a déclaré le conférencier chérif ousmane madani haïdara

Après avoir souhaité la bienvenue à tout le monde, Chérif Ousmane Madani Haïdara s'est prêté aux questions des journalistes. Concernant les conflits intercommunautaires à Niono, dans la région de Ségou, le conférencier s'est réjoui de l'entente trouvée, grâce à la médiation du Haut Conseil Islamique, entre peulhs et chasseurs donsos : « Le Haut Conseil Islamique a dépêché une délégation à Niono afin de faire taire les armes entre les peulhs et les chasseurs donsos. Ils ont enterré la hache de guerre. Ils se sont engagés à ne plus se faire la guerre. » Pour le guide des Ançars, il y a quelques temps de cela, l'État malien était réduit à néant à cause de l'injustice. « Il fut un moment où la justice était inexistante au Mali. Aujourd'hui, cela est peut-être en train d'évoluer. Le Mali est sur la bonne voie inshallah », a indiqué Chérif Ousmane Madani Haïdara. Il a aussi remercié les autorités maliennes pour leurs efforts dans la bonne réussite de la fête de Maouloud. Il ressort de cette conférence de presse que 152 806 personnes ont pris part à l'événement célébré au stade du 26 mars de Bamako( 147 637 avaient participé à l'édition de 2019). Les pèlerins sont venus de 25 pays, 40 608 prêches ont été effectués par 1045 prêcheurs et le budget de l'événement s'élève, selon les organisateurs, à 850 millions de FCFA.

K. Diakité  
Source: Le Républicain

## Barkhane : Action coordonnée de neutralisation d'un gat à proximité d'In tillit



Dans la soirée du 6 novembre, à proximité d'In Tillit, une action coordonnée de la composante aérienne et du GTD Aérocombat a permis de neutraliser de nombreux GAT et de saisir ou détruire leurs armements, leurs moyens de communication et une vingtaine de motos. Vendredi 06 novembre après-midi, un drone Reaper alors en vol dans le Gourma malien est orienté pour caractériser un rassemblement suspect à proximité d'In Tillit (90 km au sud de Gao). Les renseignements obtenus permettent de conclure à la présence d'un groupe armé terroriste (GAT). Une frappe par le drone est alors ordonnée. Compte tenu de l'ampleur du rassemblement, un groupe de commando de montagne embarqué sur Caiman et appuyé par deux hélicoptères d'attaque Tigre alors d'alerte sont dépêchés sur place. Identifiant des GAT dissimulés encore sur place, le Tigre débute l'engagement et les commandos sont déposés au sol afin de ratisser la zone de frappe. Au milieu de la nuit, l'action se conclue et les commandos sont récupérés.

Cette opération coordonnée entre différentes composantes de la force Barkhane a permis de neutraliser de nombreux GAT et de saisir ou détruire leurs armements, leurs moyens de communication et une vingtaine de motos. Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération BARKHANE a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad. Elle regroupe environ 5 100 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.

Sources : État-major des armées

Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations



## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

### Informations sur le numéro vert 80 00 22 22 de l'OCLEI

L'OCLEI a mis en place le **Numéro vert 80 00 22 22** le 9 décembre 2019. L'appel est gratuit.

Le Numéro vert permet aux citoyens de dénoncer des faits d'enrichissement illicite dont ils ont connaissance. Il est géré par l'Unité des Plaintes et des Dénonciations. Du 9 décembre 2019 au 30 septembre 2020, il a reçu 520 appels. Sur ce total, il n'y a eu que 6 dénonciations concernant l'enrichissement illicite, soit 1%. Le présent message est diffusé pour permettre aux citoyens de mieux identifier les cas d'enrichissement illicite, les personnes et les biens pouvant être dénoncés sur le Numéro vert 80 00 22 22 de l'OCLEI.

- **Qu'est-ce que l'enrichissement illicite ?**

L'enrichissement illicite est le fait pour un agent public d'avoir des biens ou un train de vie qui dépassent ses revenus légitimes.

- **Qui est agent public ?**

Par « agent public », il faut entendre fonctionnaire civil ou militaire, élu, contractuel de l'Etat ou des communes, conseils de cercle, conseils régionaux.

- **Quelles sont les personnes qui peuvent être dénoncées à l'OCLEI ?**

Tout agent ou employé de l'Etat, des communes, conseils de cercle, conseils régionaux, des entreprises d'Etat et des établissements publics, des associations reconnues d'utilité publique, des projets et programmes de l'Etat.

Toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

- **Quels sont les biens susceptibles d'être dénoncés ?**

Les maisons, les immeubles commerciaux, les champs, les fermes, les parcelles non bâties, les comptes bancaires, les valeurs en bourse, les actions dans les sociétés, les assurances-vie, les bijoux de valeur, les véhicules à moteur, les fonds de commerce, le cheptel.

*Pour plus d'informations, appelez le Numéro vert 80 00 22 22 ou écrivez à [info@oclei.ml](mailto:info@oclei.ml)*

**Merci pour votre soutien à la lutte contre l'enrichissement illicite.**

**Bamako, le 13 octobre 2020.**

# Promotion 2018-2020 de la filière coupe et couture du CIC : Tous les diplômés dotés en machine !

« Au lieu de donner du poisson à quelqu'un, il faut lui apprendre à pêcher », dit un vieux proverbe bambara. Désigné parrain de la première promotion de Coupe et Couture du Centre industriel et commercial (CIC) Mamadou Oumar Sidibé, président du Parti pour la Restauration des Valeurs du Mali (PRVM-Fasoko) a célébré cette sagesse traditionnelle en remettant une machine à coudre à tous les diplômés. C'était le samedi 7 novembre 2020 lors de la cérémonie de sortie de ladite promotion à Niamakoro.

Le parti du chameau blanc est, sans doute, l'un des rares partis politiques maliens qui relèvent le défi de la cohérence entre ses idéologies et ses actions sur le terrain. Déclaré et reconnu être un parti des jeunes et des femmes, et fortement engagé dans le combat politique pour l'autonomisation de ces deux franges de la population malienne, le PRVM-Fasoko, à travers son président Mamadou Oumar Sidibé, s'est fait remarquer sur ce terrain. En récompense à ses efforts en faveur des jeunes et des femmes du Mali, honneur a été fait à son président de parrainer la première promotion de Coupe et Couture CIC du Groupe scolaire Biasson Dembélé, une promotion qui porte aussi son nom. En plus d'accepter cet honneur, il a aussi mis le paquet en évitant aux jeunes diplômés, majoritairement des filles de basculer dans le chômage comme bon nombre de jeunes diplômés maliens.

Pour se faire, il a agi de la plus belle manière en dotant tous les diplômés d'une machine de couture neuve avec tous ses accessoires de quoi les rendre productifs dès le lendemain de la remise officielle de leurs attestations.

Les bénéficiaires sont rentrés en possession de leurs cadeaux lors de la cérémonie officielle de sortie de ladite promotion en présence du ministre de l'Emploi et de la formation professionnelle, Mohamed Salia Touré.

Pour rappel, cette première promotion Coupe et Couture du CIC est composée de onze (11) femmes et d'un (1) homme.

En faisant ce geste aux nouveaux diplômés, Mamadou Oumar Sidibé envoie un signal fort

qu'il ne faut pas attendre d'être ministre dans le gouvernement pour commencer à entreprendre des actions pouvant aider les jeunes maliens à échapper au chômage. Pour lui, cette 1ère promotion du CIC se caractérise aussi par l'ascension sociale féminine. « A cet effet, je rappelle ma conviction est que l'avenir du monde est intimement lié à celui et aux conditions des femmes. La femme est au début et à la fin de toutes les grandes œuvres qui ont laissé des traces. J'assume avec

fier ce parrainage ! Aussi, soyez en tous remerciés pour cette marque d'estime et de confiance. Je vous rassure que je reste disponible en tout ce qui concerne l'amélioration des conditions des femmes et des jeunes », a dit le parrain.

Il a aussi fait l'apologie du travail bien fait auprès des heureux diplômés. « Si ce moment de joie est intense, il ne faut pas oublier qu'il ne s'agit que d'une étape dans la vie. Le diplôme est certes important, toutefois il ne s'agit que d'un outil. Vous allez quitter la vie d'apprentissage pour aller affronter la vie professionnelle. Soyez si donc assidu et persévérant », a conseillé Mamadou Oumar Sidibé.

Au cours de la cérémonie de remise des machines de couture, la porte-parole du corps professoral du CIC n'a pas caché son soulagement.

Selon elle, les machines à coudre du parrain permettront aux jeunes diplômés de faire leurs premiers pas dans le monde professionnel en toute sérénité. « Chacune de ces machines est une entreprise opérationnalisée par Mamadou Oumar Sidibé », a-t-elle vivement salué.

■ Ibrahim Sanogo



# Examen de brevet de technicien BT : Le top départ a été donné Pr Doulaye

Le ministre de l'Éducation nationale, Pr Doulaye Konaté a procédé, le lundi 9 novembre 2020, au lancement des épreuves du Brevet de technicien BT (1 et 2), en présence des membres de son cabinet et du représentant du maire de la Commune VI du district de Bamako.



**L**a tenue de l'examen du brevet de technicien (BT 1 et 2) marque la fin des examens de fin d'année au niveau fondamental et secondaire. A peine nommé, le ministre de l'Éducation nationale, Pr Doulaye Konaté a su imprimer sa touche magique pour mettre fin à la fuite récurrente des sujets. Pour lui, l'école de la république passe inéluctablement par l'égalité de chance entre tous les enfants du pays.

Le ministre de l'éducation nationale, Pr Doulaye Konaté a profité de cette occasion pour souhaiter bonne chance aux candidats, tout en leur prodiguant des conseils. « **Vous avez vu autour du DEF, il y a beaucoup de bruits. J'espère qu'il y en aura pas cette fois-ci. Toutes les dispositions sont prises pour que vous puissiez composer à égalité de chance. Je tiens beaucoup à l'égalité de chance. L'école de la république doit être une école pour tous les enfants de la république. C'est pour cela que nous allons nous battre avec la dernière énergie contre la fraude. Vous aurez, certainement, constaté que cette année le règlement est appliqué dans toute sa rigueur. A l'école, il faut que les élèves soient à égalité, c'est pour cela que nous n'accepterons plus des dérogations à la réglementation. Pas de sac en classe, les surveillants sont prévenus. Donc soyez**

**rassurés. Pour l'examen même, les enseignants ne vous tendent pas de pièges. L'examen, c'est une composition un peu particulière à des compositions habituelles. Ne croyez pas que l'examen c'est pour vous faire échouer. Il n'y a aucune raison** », a-t-il martelé.

Pour terminer, Pr Doulaye Konaté dira que l'enseignement technique et professionnel dans notre pays mérité mieux que ça. « **Je crois que les plus hautes autorités du pays sont décidées à accorder à l'enseignement technique et professionnel beaucoup plus d'importances qu'il n'a été. Vous êtes l'avenir. On ne peut pas développer un pays avec du bavardage. Le monde a besoin de socle, c'est vous et c'est vous qui allez contribuer à changer ce monde. Ces des personnes comme vous, dans vos disciplines qui font avancer les choses. Si regardez les grandes inventions, électricités, ce n'est pas forcément dans les laboratoires. Ce sont des gens qui sont dans la pratique, on compte beaucoup sur vous. C'est sur vos épaules que repose l'économie du Mali. Si nous n'avons pas des personnes comme vous, je répète, on va continuer à bavarder, à nous bagarrer entre vous, à nous tirer entre nous. C'est vous qui produisez les recherches. Vous êtes**

l'avenir de ce pays-là. C'est vrai pour vous et c'est vrai pour ce qui viendront après vous », a-t-il précisé.

## Les dispositions au niveau de l'AE rive droite Bamako

Aux dires de Mme Touré Zahiatou Ayouba, directrice de l'académie d'enseignement Bamako rive droite, toutes les dispositions nécessaires ont été prises notamment la lutte contre la fraude. Dans ce cadre, on a des textes règlementaires qui sont là et en amont, ces textes ont été lus aux présidents et vice-présidents de centre d'examen. Ils doivent les faire dans les salles pour que chacun s'imprègne de ce qui est là dans ces textes et soient scrupuleusement appliqués.

Pour cette session 2020, les candidats au niveau de l'académie rive droite sont au nombre de 4 003 dont 1880 filles soit 46,96%. Les candidats libres représentent un peu plus du tiers des candidats soit 34,07%. 58,48% des candidats du BT1 sont inscrits en filière tertiaire (comptabilité et secrétariat de direction contre 41,52 % pour les candidats inscrits en filière industrie (bâtiment, Dessin bâtiment, électromécanique, mécanique auto, travaux publics). Les candidats au BT1 composent dans 7 centres d'examen composés de 139 salles. Quant aux candidats de la 2ème partie (BT2) inscrits dans les mêmes filières et spécialités que ceux du BT1, ils sont au nombre de 1 563 dont 45,87% de filles. Ils sont repartis entre 5 centres d'examen disposant d'un total de 68 salles. Au BT2 les candidats libres représentent 33% des candidats. La sécurisation de tous les centres d'examen est assurée par 38 agents de maintien d'ordre. Tous les candidats et agents impliqués dans cet examen sont dotés de masque pour leur protection contre la covid-19. Pour les deux examens, il y a un total de 5566 élèves dont 2597 filles. « **Je dis à tous les candidats que l'examen, c'est simplement une interrogation écrite et chacun doit avoir confiance en soi-même. Chacun doit se dire qu'il a travaillé pendant 9 mois et qu'il a sûrement toutes les compétences nécessaires pour aborder n'importe quel sujet. Je leur demande de garder leur sang-froid et de lire attentivement les sujets** », a-t-elle dit.

■ Ibrahim Sanogo



# Dr Aly TOUNKARA sur la situation sécuritaire de Farabougou : Il est important que les populations comprennent le pourquoi de cette position attentiste

Face à la situation sécuritaire très complexe de Farabougou Dr Aly Toukara, porte sa loupe de sociologue pour faire une analyse sans complaisance de cette question. Pour lui, il serait bien séant de faire gestion optimale de ce cas, au risque de ne pas contribuer à la détérioration



**S**ur la dégradation de la situation sécuritaire dans notre pays, Dr Aly pense qu'au début l'insécurité était perceptible dans les régions dites nord du Mali notamment Gao, Tombouctou, Kidal et une bonne partie de la région de Mopti. Mais de 2015 à aujourd'hui, nous assistons à un déplacement de centre de gravité du nord au centre même au sud à certains égards. Il a rappelé d'autres localités telles que Dialoubé et des localités du Liptago gourma ont connu, aussi cet état de fait. Des villages avaient été occupés par des groupes radicaux violents pendant de longues périodes. Mais malheureusement, lesquelles occupations n'ont pas fait autant d'échos pour des raisons, aussi liées à la nature du pouvoir en place. Cette occupation de Farabougou, interroge à plus d'un titre sur la capacité qu'a l'armée malienne à apporter des solutions aux différentes souffrances nées de l'insécurité. Mais dans le même temps rap-

pelons quand même que Farabougou au-delà qu'il soit ce village qui soit sous occupation des groupes radicaux violents, c'est quand même une localité à partir de laquelle on peut facilement accéder en Mauritanie. Il y a une forêt de plus de 100 kilomètres non occupée. Laquelle forêt a toujours été les bastions des groupes radicaux violents dont les éléments des forces de sécurité n'ont pas forcément des moyens de mobilité leur permettant d'accéder à cette forêt.

Aussi, Dr Aly Toukara a précisé qu'à partir de Farabougou, on a accès à la région de Mopti. Donc de Mopti les autres régions du nord sont accessibles. « **Je peux vous dire que du point de vue géopolitique et géostratégique, c'est une localité qui est extrêmement importante pour les groupes radicaux violents. Parce qu'une fois que cette localité est sous contrôle, elle permet à ces groupes radicaux de se mou-**

voir. Une fois que des forfaits sont perpétrés au nord soit au centre même au Burkina Faso et ils peuvent facilement aller se réfugier dans cette forêt de Ouagadougou. La localité au-delà du symbole qu'elle soit sous contrôle ou occupation des groupes radicaux, elle est un gage de succès pour l'action violente. Cette localité, elle est même source pour ces groupes radicaux violent de s'échapper à toute forme de contrôle notamment militaire », a-t-il indiqué.

Concernant le cantonnement de nos forces de défense et de sécurité dans la localité de Farabougou, il soulève deux situations très délicates auxquelles l'armée malienne fait l'objet. La première faut-il s'attaquer aux groupes radicaux violents qui t'a s'inscrire dans un cycle infernal de violence ? Parce que rappelons que Kouakourou, Kouakourou Koura, Daoudé même jusqu'à Souala sont quand même des localités qui sont sous contrôle des groupes radicaux violents. Cette hypothèse elle est très importante, est ce que faut-il neutraliser ces groupes radicaux violents mais tout en sachant qu'il a des accointances avec des villages voisins. Lesquelles accointances permettront à ces groupes radicaux de se perdurer dans ces localités. La deuxième hypothèse qui me paraît la plus plausible choisit par les éléments des forces de défense et sécurité qui sont aujourd'hui présents dans ces différentes localités, c'est de continuer effectivement à tirer la ficelle de négociation.

« **C'est vrai que je reconnais que les négociations font l'objet de blocage. Ce qui est évident, il y a une réduction nette des possibilités de se mouvoir parce que ce sont des localités ou les forces de défenses et de sécurité n'ont pas des moyens logistiques adéquats pour se mouvoir. Ce n'est pas pour rien que les groupes radicaux se sont attaqués au principal pont qui permettait à ces différentes localités de se mouvoir d'une localité à une autre. Les éléments de forces et de défense qui sont toujours présents à Farabougou, naturellement sont dans une posture attentiste. Certes, le combat n'est frontal. La posture de nos forces de défense et sécurité, elle peut nous paraître choquante voire ridicule. Mais elle me paraît intelligente parce que n'oublions pas quand même que les dif-**

férentes tensions dans ces localités, sont des tensions qui interrogent ce que j'appellerai la hiérarchie sociale. Ce sont des tensions qui interrogeraient même les configurations anthropologiques », a dit Dr Aly Tounkara, tout en précisant que vouloir apporter des réponses militaires à des tensions intercommunautaires pourraient s'inscrire dans le sensationnel. Elles peuvent apaiser les tensions mais aucunement elles ne peuvent permettre à ces différents villages aujourd'hui assiégés d'assoir une paix durable.

A ce niveau, il pense qu'il est important que les populations comprennent le pourquoi de cette position attentiste de la part des forces de défense et de sécurité. Parce que les deux options sont sérieusement étudiées par nos forces de défense et de sécurité. « On sait pertinemment que s'il y a un combat corps à corps, il n'y a même pas de match entre nous. Sauf que lesquels combats pourraient aggraver davantage la situation sécuritaire. Je pense que l'option d'engager le dialogue même si cette option paraît incertaine, elle me paraît également du point de vue analytique la meilleure formule. Imaginons qu'aujourd'hui, les éléments des forces de défense et de sécurité déclenchent un conflit violent à l'encontre de ces groupes radicaux. Naturellement les premières victimes seront les populations. Est-ce que l'état malien est aujourd'hui capable non seulement d'attaquer ces groupes radicaux violents mais dans le même temps d'étendre son contrôle militaire sur toute l'étendue du forêt ? Est-ce qu'on a tous les moyens militaires, logistiques et politiques d'étendre notre influence sur une forêt qui s'étend sur plus de 100 kilomètres jusqu'à la frontière mauritanienne ? Je pense que ce sont ces interrogations qui font qu'aujourd'hui les populations sont tout à fait confuse. Les populations sont impatientes face aux différentes réponses apportées jusqu'ici », a-t-il renchérit.

■ Ibrahim Sanogo

## Sécurité : Quand la perspective d'un dialogue avec les djihadistes donne du punch aux soldats français



Deux opérations en une semaine menée au Mali par l'armée française contre des groupes djihadistes liés à Al-Qaïda, selon l'état-major français, ayant fait plus 100 combattants djihadistes tués. Celui-ci a en effet annoncé, le samedi dernier, une nouvelle opération de la force Barkhane dans le nord du Mali contre des djihadistes liés à Al-Qaïda, opération qui s'est déroulée la veille au soir à proximité d'In Tillit, situé à 80 km au sud de Gao. Selon le colonel Frédéric Barbry, porte-parole de l'état-major, cette localité serait une « zone de prédation » disputée par les deux grands groupes rivaux de la région, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) affilié à Al-Qaïda, et l'Etat islamique au grand Sahara (EIGS).

Le groupe de combattants aura ainsi été repéré et frappé par un drone, avant qu'intervienne une trentaine de soldats appartenant au commando Montagne appuyés par deux hélicoptères d'attaque Tigre. L'opération s'est achevée au milieu de la nuit. L'armée française ne déplore aucun blessé et a fait deux prisonniers, sur lesquels aucun détail n'a été communiqué. « Cette opération coordonnée

entre différentes composantes de la force Barkhane a permis de saisir ou détruire leurs armements, leurs moyens de communication et une vingtaine de motos », a précisé par ailleurs un communiqué du ministère français des Armées.

Cette frappe, nous apprend-on, est l'une des dernières liées à l'opération « Bourrasque », qui a mobilisé pendant un mois quelque 3.000 hommes, dont 1.600 de Barkhane, 1.100 Nigériens et 300 Maliens et qui a déjà revendiqué la mort de « plusieurs dizaines » de djihadistes, a encore précisé le porte-parole de l'état-major français.

L'EIGS, on se rappelle, a été désigné en janvier dernier comme ennemi numéro « un » au Sahel par le président français Emmanuel Macron. Depuis, le GSIM, appelé aussi RVIM (Rassemblement pour la victoire de l'islam et des musulmans) par l'armée française, est monté en puissance. Comme les soldats français qui semblent ces derniers temps prendre le poil de la bête dans le grand nord malien. D'où la question de savoir ce qui pourrait bien justifier cette busque vitalité retrouvée par l'armée française au Mali ? On se souvient en

effet que la semaine dernière, lors de son premier voyage dans notre pays depuis le coup d'Etat d'août dernier, la ministre française des Armées, Florence Parly, avait revendiqué la neutralisation de 50 djihadistes liés au GSIM d'Iyad Ag Ghaly lors d'une opération menée dans la zone dite des « trois frontières », à proximité du Burkina Faso. Si pour certains observateurs, il s'agit juste d'une opération de charme, ou coup de com, pour d'autres, c'est plutôt une manière de séduire les autorités maliennes, histoire de faire croire que la France un partenaire incontournable dans la lutte contre le terrorisme !

D'aucuns trouvent qu'il s'agit plutôt d'un instinct de conservation visant à amener les autorités de la transition à renouveler l'accord de défense signé par le défunt régime de IBK en 2014. Un accord de défense dont l'écrasante majorité des maliens ignore le contenu, et était supposé permettre au Mali de retrouver la paix et la sécurité. Une chimère, car depuis sa signature, le Mali s'enfoncé davantage dans l'engrenage djihadiste avec son lot funèbre à l'infini ! En d'autres termes, cet accord ne sert que les intérêts de la France, d'où son rejet d'ailleurs par une frange importante des maliens.

Pour ces observateurs, en faisant l'évaluation du bilan de cet accord arrivé à terme et que la partie française veut voir renouvelé, on arrivera

à la conclusion que les attentes des maliens n'ont pas été comblées dans le domaine global de la sécurité et spécifiquement pour ce qui concerne la lutte contre le terrorisme. Ils en veulent pour preuve le fait que les terroristes gagnent tous les jours du terrain, avec à la clé un décompte macabre faisant froid dans le dos, et le fait que l'insécurité, qui avait à une certaine proportion pour épicer le nord au moment de la signature de l'Accord de défense, s'est exponentiellement déplacée au centre, si elle n'a pas déjà fini gagner le sud du Mali.

Si la Force Barkhane a pour mission essentielle de combattre les terroristes partout où ils se cachent, un éditorialiste trouve que cette mission qui est sa raison d'être au Mali semble être reléguée au second plan, rien qu'en observant, selon lui, l'avancée fulgurante des terroristes sur le terrain, en dépit des moyens sophistiqués et modernes des militaires français. « **La responsabilité de la France est d'autant plus grande qu'elle est condamnée à relever le défi dans la lutte contre le terrorisme, et cela pour avoir joué un rôle majeur dans la chute du guide libyen Mouammar Kadhafi. Qu'on aime Kadhafi ou qu'on le déteste, on doit reconnaître qu'il était la dernière digue protectrice qui empêchait le Sahel d'être envahi par la horde des terroristes** ».

La France ne devra dès lors pas être surprise de voir, selon cet éditorialiste, une montée du sentiment anti français dans les pays du sahel dont les populations l'accusent d'être à la base de leurs malheurs. Cela est d'autant plus vrai qu'elle est aujourd'hui accusée de ne pas faire assez pour endiguer ce phénomène qui annihile tous les efforts de développement dans les trois pays sahéniens en proie au terrorisme. Aussi, des voix s'élèvent-elles, pour ce qui concerne le Mali, pour dire que « **c'est parce qu'elle tient au renouvellement de l'accord de défense, qui légitime son intervention au Mali, qu'elle pose aujourd'hui des actes salvateurs dans la lutte contre le terrorisme avec son corollaire de trafic illicite et de contre bande de tous genres** ».

Au-delà des tractations pour le renouvellement de l'accord de défense, un autre dessous de la grande vitalité retrouvée de l'armée française ces temps-ci dans la traque terroriste serait sans conteste de barrer la route à toute négociation avec les djihadistes qui consacrerait son échec, et qui pourrait amener les citoyens français à exiger son retrait du Mali et du le Sahel. Qu'ils sont bien malins, ces « petits blancs » !

■ Yama DIALLO

**SAER EMPLOI**  
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

**GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest

## Mali : Dans le viseur des terroristes, une jeunesse sacrifiée !

**A**u Mali, malgré une situation économique et sociale complexe, le retour à la stabilité ne pourra se faire que si le pays est en capacité de se développer. Depuis 2012, le Mali fait face à un conflit multifactoriel qui ne cesse de s'intensifier, qui a eu pour conséquence malheureuse et inévitable, la chute du système éducatif.

Dans le cadre de la stabilisation du pays, encore sous tension, l'éducation des plus jeunes est au cœur des préoccupations pour donner un avenir au pays. En effet, les traumatismes liés à l'occupation des djihadistes et à la violence qui en découle ne sont pas des moindres. Par conséquent, selon Amnesty international, en 2019 plus de 150 000 enfants ont été privés d'une scolarisation normale à cause de la pression et des menaces exercées par les terroristes.

« A ce jour, des dizaines de milliers d'enfants paient le prix fort dans un contexte où la violence et l'insécurité persistent dans le nord et dans le centre du Mali. La privation de leur droit, leur accès à l'éducation a atteint un seuil critique. Cela doit cesser ! » indique Gaétan Mootoo, chercheur sur l'Afrique de l'Ouest à Amnesty international.

La connaissance, la formation et l'enseignement représentent ainsi une véritable menace

pour les groupes armés terroristes. L'avenir réside dans une jeunesse qui réfléchit et qui est donc moins influençable. Effectivement, dans un pays où plus de 66 % de la population a moins de 24 ans, les groupes terroristes affiliés à Daech ou AQMI, n'ont aucun intérêt à ce que les enfants et les adolescents soient scolarisés et deviennent avertis.

Plus l'ignorance demeure, plus les jeunes seront sensibles et perméables à la propagande, ils seront donc plus facilement malléables par les groupes terroristes. D'ailleurs, entre 2016 et 2019, le Burkina-Faso a enregistré plus de 2 300 établissements fermés, dont 623 endommagés par les terroristes. Au Mali, ce ne sont pas moins de 750 écoles qui ont dû fermer leurs portes en 2019 à causes des attaques djihadistes. Il faut rajouter que ces bandits s'en prennent régulièrement aux enseignants afin que les enfants n'aient pas accès à l'éducation.

Boucliers humains, espions, kamikazes, passeurs, gardes des postes de contrôle, tels sont les rôles attribués à cette jeunesse victime des terroristes. Aux yeux de ces prédateurs, la vie de ces enfants importe peu. L'utilisation d'enfants soldats a pour but de pallier le manque de combattants dans les rangs des groupes terroristes. Sachant que depuis le début de

cette année, les groupes terroristes du JNIM et de l'EIGS ont subi de lourdes pertes face aux FAMA et Barkhane.

Ainsi, depuis quelques semaines, une vidéo circule sur Whatsapp mettant en scène des enfants, âgés de 6 ans pour le plus jeune et 12 ans pour le plus grand. En quête de reconnaissance, ces jeunes perdus, arrachés à leurs parents et leurs familles, s'entraînent à imiter le comportement de leurs geôliers. Sous la forme de jeux leur sont enseignés le maniement d'armes, les déplacements et les postures tactiques dans l'objectif de répondre au désir mortifère de ces djihadistes.

Les mathématiques, la langue française ou nos dialectes, l'histoire du pays, la morale civique ou le savoir-être sont loin de faire partie de ce programme d'éducation terroriste.

La Katiba Macina, en ayant souvent recours au recrutement au sein de la jeunesse peule, la prive ainsi d'avenir en échange de rêves illusoire et d'argent mais au prix du sang d'innocents. Cette pratique leur permet d'éviter d'envoyer leurs chefs à la mort. Car oui, selon eux, la vie de ces enfants ne vaut rien et ils ne sont que des pions sur l'échiquier des groupes terroristes.

Si pour ces criminels, la vie de ces enfants n'a aucune importance, il nous faut rappeler, qu'au contraire, elle a un rôle immense à jouer pour l'avenir du pays. Car, comme le dit un célèbre proverbe peul, « il faut creuser les puits d'aujourd'hui pour éteindre les soifs de demain »!

**Mamadou Bare**  
Source: Malivox





## Pour la refondation du Mali : Il faut la refonte de l'homme malien !

**De plus en plus, les voix s'élèvent à la base pour demander une refondation de l'État malien et donc du Mali pour qu'enfin prennent service chez nous la justice sociale, l'équité, l'engagement sans démagogie des Maliens au travail. Pour que cette refondation du Mali soit une réalité, il est indispensable de procéder à la refonte du citoyen malien et cela par une éducation nouvelle, rigoureuse et patriotique.**

■ ■ Après l'indépendance acquise dans un désastre politico-social, des contradictions aiguës sont apparues entre les intérêts immédiats des Maliens en tant qu'individus et les intérêts supérieurs du Mali en tant que nation vouée à son destin historique. Le Soudanais était devenu le Malien et ceci n'est pas une simple question de vocable. Il y a entre le Soudanais et le Malien une différence de qualité dans le comportement et dans la vision du monde.

– Le premier était réputé pour son attachement à certaines valeurs traditionnelles

comme la franchise, la fidélité à la parole donnée et à l'amitié sans calcul, l'honnêteté et l'intégrité. Toutes ces valeurs morales étaient acquises dans une ambiance sociale qui lui enseignait le courage et la tolérance au point d'en faire un homme résigné et fataliste... capable de sacrifier l'intérêt individuel au salut de la collectivité, le présent aux incertitudes dans l'avenir.

– Le Malien au contraire apparaît plus matérialiste (au sens populaire), plus calculateur. Il est le produit bâtard d'une manœuvre politique à laquelle l'a initié le colonisateur...»

(Amadou Tiégué Ouattara).

Il convient de rappeler que le régime nationaliste de Modibo Keita a entrepris de fonder l'homme malien, vestige de l'éducation coloniale française. Le gage de Modibo Keita était de forger un homme nouveau acquis à la cause de l'honneur et de la dignité de l'homme noir, de l'homme africain et donc en particulier de l'homme malien conscient de son devoir patriotique. Cet homme fondé par le régime de l'Union soudanaise-RDA s'est engagé sans réserve dans le combat patriotique pour la défense de la patrie. Cet homme forgé par Modibo Keita imposait au colonisateur français et aux pays limitrophes du Mali respect et admiration.

La réalisation de cet homme nouveau s'est fondée sur la refonte historique du système éducatif national, plus connue sous le nom de la Réforme de 1962. Cette refonte avait enclenché un enseignement de masse et de qualité. Cela a valu à l'homme malien d'être une denrée rare recherchée dans la sous-région ouest-africaine et donc partout en Afrique. En lui, on retrouvait toutes les bonnes qualités nécessaires à la refondation d'une société de justice, de partage, d'équité et de probité morale. Cet homme s'était donné pour seul gage

la défense des intérêts fondamentaux de notre peuple travailleur. Face au nationalisme de plus en plus ancré dans les consciences collectives, le régime colonial français ne pouvait rester indifférent.

Ainsi, la France a décidé de s'appuyer sur des soldats apatrides maliens pour donner un coup d'arrêt à l'œuvre patriotique d'édification d'une nation forte, indépendante et prospère. C'était un jour sombre de novembre 1968. Le 19 novembre 1968 restera, à jamais, gravé dans la mémoire de tous les fils du Mali acquis à la cause de notre peuple laborieux. Pour réussir le lavage de cerveau, le Comité militaire de libération nationale (CMLN) a imposé à ce peuple un vide politique de dix (10) ans.

Ainsi, de 1969 à 1979, le peuple malien a vu sa liberté confisquée par Moussa Traoré. Le parti unique créé, en 1979 appelé «Union Démocratique du Peuple Malien» avait un seul gage : celui de réussir la désagrégation du tissu socio-moral tissé par le régime nationaliste de Modibo Keita.

Pour résumer l'œuvre de Moussa Traoré, le moins que l'on puisse dire c'est que le crime le plus horrible qu'il a commis contre notre peuple était et reste l'assassinat de l'homme Malien totalement acquis à la cause supérieure du Mali. Pour achever ce crime, Moussa a taché ses mains du sang de fils et de filles du Mali, lors des événements de mars 1991: deux cent vingt-quatre (224) morts et des centaines de blessés. Moussa a confisqué à notre peuple sa dignité, sa liberté et son sens élevé de la justice. Pour tout dire, Moussa a sacrifié l'indépendance chèrement acquise du Mali.

Lisons donc Patrice Emery Lumumba: «Sans dignité, il n'y a pas de liberté, sans justice il n'y a pas de dignité et sans indépendance il n'y a pas d'hommes libres.»

Moussa est chassé du pouvoir, le 26 mars 1991. La 3ème République, hélas, s'est illustrée dans la désagrégation du tissu socio-économique moral du Mali. Le constat est cuisant : Le Mali a perdu toutes ses valeurs qui faisaient sa fierté et son honneur, fondement de l'estime et du respect qui lui étaient dus ici en Afrique.

Aujourd'hui, par la faute des «démocrates», les Maliens s'illustrent par tous les vices abominables, entre autres: la course à l'argent facile, la politique politicienne, l'affairisme, le vol, le mensonge, le clientélisme, la corruption et la délinquance financière. Bref, de plus en

plus les maliens s'illustrent par les contrefaçons, la recherche du profit individuel par des voies peu recommandables.

Amadou Tiéguoué Ouattara disait qu'à l'indépendance de notre pays on a enregistré deux types d'hommes: l'un (Soudanais) acquis à la cause des intérêts supérieurs du Mali et l'autre (le Malien) dévoué pour des intérêts individuels. Pour Tiéguoué Ouattara, le Soudanais était réputé pour son intégrité socio-morale sans faille. Pendant que le Malien s'est voué à l'individualisme hypocrite au service des individus même si l'intérêt de la collectivité doit aller au diable.

Lisons Tiéguoué Ouattara à ce sujet: «Après l'indépendance acquise dans un désastre politico-social, des contradictions aiguës sont apparues entre les intérêts immédiats des Maliens en tant qu'individus et les intérêts supérieurs du Mali en tant que nation vouée à son destin historique. Le Soudanais était devenu le Malien et ceci n'est pas une simple question de vocable. Il y a entre le Soudanais et le Malien une différence de qualité dans le comportement et dans la vision du monde.

– Le premier était réputé pour son attachement à certaines valeurs traditionnelles comme la franchise, la fidélité à la parole donnée et à l'amitié sans calcul, l'honnêteté et l'intégrité. Toutes ces valeurs morales étaient acquises dans une ambiance sociale qui lui enseignait le courage et la tolérance au point d'en faire un homme résigné et fataliste... capable de sacrifier l'intérêt individuel au salut de la collectivité, le présent aux incertitudes dans l'avenir.

– Le Malien au contraire apparaît plus maté-

rialiste (au sens populaire), plus calculateur. Il est le produit bâtard d'une manœuvre politique à laquelle l'a initié le colonisateur...»

Il apparaît clairement que les Maliens, dans leur écrasante majorité, œuvrent pour des intérêts privés égoïstes tout en jetant à la poubelle tout esprit visant à défendre les intérêts fondamentaux de notre peuple travailleur. À l'heure de la «démocratie», ce n'est pas le Mali qui comptait ou qui compte mais bien plutôt les intérêts individuels privés, le gain facile, l'affairisme, la délinquance sous toutes ses formes et la corruption.

De plus en plus, les voix s'élèvent à la base pour réclamer une refondation de l'État malien et donc du Mali pour qu'enfin prennent service chez nous la justice sociale, l'équité, l'engagement sans démagogie des Maliens au travail. Pour que cette refondation du Mali soit une réalité, il est indispensable de procéder à la refonte du citoyen malien et cela par une éducation nouvelle, rigoureuse et patriotique. Fidel Castro avait coutume de dire: «Il n'est pas difficile d'éveiller les appétits, les instincts négatifs, l'égoïsme de l'homme. L'homme doit être éduqué. Nous disons en d'autres termes: le vice est spontané, la vertu, elle, doit être cultivée.»

C'est dire que la refondation du Mali restera toujours un vœu pieux tant que l'on ne fera pas de la refonte de l'homme malien une impérieuse nécessité et une préoccupation patriotique.

Fodé KEITA

Source : Inter De Bamako



## PARENA : La descente aux enfers continue



Le Parti pour la Renaissance Africaine (PARENA) est-il mort de sa belle mort victime de la glotonnerie de ses chefs? Une seule certitude demeure : devant l'argent facile, ces derniers sont prêts à tout, jusqu'à renier leur conviction politique, leurs alliances et leurs engagements ! Cela ne surprend guère depuis le virage à 180° de son président Tiébilé Dramé pour le mourant régime du président IBK. Le bélier en chef n'avait pas hésité, pour un portefeuille ministériel à donner un coup de poignard dans le dos de Soumaila Cissé et à larguer ses camarades du FSD. Mais on ne savait que le goût du lucre, l'argent-roi étaient devenus une seconde nature au point de faire ombre à tout code éthique au sein du parti

Ces faits et constats sont malheureusement confirmés par la lettre de démission de l'ex-député Békaye Samaké de la Fédération PARENA de Macina du parti, jeté aux gémonies pour avoir refusé de vendre son âme au diable ! Ce dernier explique dans sa lettre de démission pourquoi il a été combattu par le Comité Directeur du parti pour avoir refusé de quitter le groupe parlementaire UM-RDA-ASMA-PS Yelen kura-CDS-RDS pour rejoindre le groupe Benso de Aliou Boubacar Diallo qui, c'est bien connu, achète les députés et les leaders politiques à coup de millions de FCFA. Depuis, le malheureux, comme un mouton de tabaski, a été égorgé par les vrais bourreaux du PARENA, à savoir ses chefs.

Aussi a-t-il décidé de quitter le parti pour sauver son honneur ! Car pour lui le Parena est devenu aujourd'hui, comme il l'a notifié dans sa lettre de démission, une officine politique au service de la famille de Tiébilé Dramé et compagnie, si ce n'est déjà pas des copines. Comme nous l'avons dit, cela ne surprend guère, pour qui connaît la boulimie financière du bélier en chef qui, comme Judas, n'a pas hésité à trahir ses compagnons de l'opposition pour des maroquins dans le défunt régime de IBK.

Triste et honteux pour cet homme politiquement grillé, esseulé et pris dans un tourbillon politique qui le noie à petit feu. Il paierait ainsi, selon beaucoup d'observateurs, le prix de son statut de caméléon politique qui change de couleur au gré de ses intérêts personnels. On

l'a ainsi vu manger un plat dans lequel il avait craché auparavant, dans le cadre du machin appelé à l'époque « Accord politique de gouvernance », perdant au finish toute crédibilité auprès des maliens.

Comme l'a dit l'autre, même en politique il y a la morale ! Mais sous nos cieux, certains sont toujours prêts à marcher sur leur honneur et leur dignité ! N'a-t-on vu Djiguiba Kéita « PPR » intégrer le gouvernement sous ATT après que lui et son chef aient passé le clair de leur temps à insulter ce dernier ? Avec de tels chefs, difficilement le PARENA pourra avoir un rôle à jouer encore dans le landerneau politique malien... Et c'est bien dommage !

■ Yama DIALLO



# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

## Filiales



**BDU - BF**  
BURKINA FASO



**BDU - CI**  
CÔTE D'IVOIRE



**BDM FRANCE**  
FRANCE



**BDU**  
BANCO DA UNIÃO  
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

[www.bdm-sa.com](http://www.bdm-sa.com)

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



**BDM SA**



# BAMA-ART : Un événement culturel à pérenniser

La vingtième deuxième édition de Bama-art s'est tenue du 6 au 8 novembre 2020, à la place du cinquantenaire. Cet événement majeur de la culture malienne était sponsorisé par son fidèle partenaire, Orange Mali.

Après un bon moment d'absence à cause de la pandémie à Coronavirus qui a ébranlé le monde, Bama-art a repris ses activités dans la capitale malienne, Bamako. Ce creuset de la culture malienne est une entreprise culturelle qui fait la promotion de l'art et de la musique malienne.

Après les installations, la patronne du département ministériel de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme, Mme Kadiatou Konaré, est allée s'enquérir de l'état des préparatifs. Sur place, elle a invité les acteurs de la culture à s'inscrire dans cette dynamique pour le rayonnement de la culture africaine en général et malienne en particulier. Cette visite a permis de faire les petits réglages. Cet événement culturel a fait drainer une foule des grands jours. Des amoureux de la culture malienne ne se sont pas fait raconter la fête, car ils ont répondu présent à la cérémonie.

La particularité de cette édition a été le jeu organisé par la société Orange Mali et les questions portaient notamment sur le tombola Sewa Nansogo. Un jeu qui aura permis au public d'avoir d'ample information sur le tombola Nansogo qui est en cours. Les 10 personnes qui ont eu la chance de répondre aux questions ont eu, chacune des cadeaux. En plus, ils ont eu droit à une séance photo avec leur artiste préféré.

Pour le responsable sponsoring événementiel à Orange Mali, Kaidia Makadji, Orange est avec Bama-art depuis leur début. « **Vu qu'Orange, dans sa politique de sponsoring des grands événements du Mali, c'est dans ce cadre que nous sommes sponsors de cet événement. Sur l'événement, nous avons l'agence mobile qui est sur place pour la vente des terminaux, des recharges, des dépôts-retraits orange money. Nous avons aussi des mobiles coach qui sont sur le site pour l'inscription des gens sur orange money et pour changer les sims de la 3ème génération à la 4ème génération. Nous effectuons aussi des animations, c'est-à-dire les minutes Orange. Nous profitons des mi-**



**minutes Orange pour parler de nos services et de nos nouveaux produits, en même temps nous faisons gagner des personnes en leur offrant des tickets »,** a-t-elle dit.

Aussi, selon elle, Bama-art ne fait que grandir. « **Nous n'imaginons pas le festival Bama-art sans Orange Mali, parce que c'est vraiment, une visibilité pour nous, ça nous fait des notoriétés, ça nous rapproche des clients. En terme de particularité, il n'y a pas une édition mieux qu'à une autre. On essaie d'apporter du changement par émission. Par exemple, pendant les autres éditions ce que nous faisons, c'était juste d'offrir des tickets à nos clients. Cette fois ci, on a essayé d'apporter un petit changement. Vu qu'il y a des grands artistes qui passent sur la scène. Nous avons décidé de faire des pages sur notre page Orange Mali. D'ailleurs nous invitons les clients à s'abonner. Nous essayons d'apporter notre petite touche à chaque édition »,** a-t-elle précisé.

Mme Ouattara Oumou Coulibaly responsable de Bama-art, a affirmé que ce weekend culturel Bama-art est un festival qu'ils organisent chaque premier weekend end du mois. C'est quelque chose qui n'est plus à présenter, presque tous les Bamakois connaissent Bama-art. « Quand on parle de weekend cul-

turel Bama-art, c'est un festival où on découvre les gastronomies, l'exposition et en même temps un concours. On pense que la population était tellement pressée pour qu'on reprenne Bama-art pour se divertir. Notre souhait, c'est de faire venir les artistes internationaux chaque mois pour pouvoir mettre la joie, la gaieté dans le cœur des maliens », a-t-elle laissé entendre.

## Le clou de l'événement !

Une pléiade d'artistes maliennes et étrangères se sont succédé sur le plateau pour émerveiller le public. C'est pour vous dire que cet événement a été l'occasion de mettre en exergue la diversité culturelle. Le ton de cette soirée a été donné par le groupe musical de Kidal, une manière de dire que la culture est un facteur de cohésion sociale. Cette prestation a été suivie de celle d'une autre voix d'or de la musique malienne Astou Niamé. Ce ne sont pas les participants de cette édition de Bama-art qui me diront que la star montante n'a pas su capter le public acquis pour sa cause. Le groupe du porte étendard du théâtre malien, Kanté était aussi de la fête. Ainsi, les artistes ont tenu l'assistance en haleine jusqu'au petit matin. Le jeu en valait la chandelle car le théâtre rime bien avec la musique.

■ Ibrahim Sanogo

# Côte d'Ivoire : La victoire d'Alassane Ouattara confirmée par le conseil constitutionnel

Une semaine après l'annonce de la victoire d'Alassane Ouattara, le Conseil constitutionnel confirme les résultats publiés par la Commission électorale, qui donnaient 94,27 % des suffrages au président sortant.



Le Conseil constitutionnel ivoirien a déclaré le scrutin « régulier » et validé, ce lundi 9 novembre, les résultats définitifs de l'élection présidentielle ivoirienne du 31 octobre, confirmant ceux proclamés une semaine plus tôt par la Commission électorale indépendante (CEI).

Alassane Ouattara, 78 ans, est ainsi officiellement élu pour un troisième mandat avec 94,27 % des suffrages exprimés, au terme d'une campagne marquée par le « boycott actif » de l'opposition. Le taux de participation s'élève à 53,90 %.

Konan Kouadio Bertin, dissident du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) qui s'était présenté en indépendant, seul candidat à avoir fait campagne face au chef de l'État, obtient lui 1,99 %.

Pascal Affi N'Guessan, du Front population ivoirien (FPI), et Henri Konan Bédié, du PDCI, qui avaient appelé leurs partisans à la « désobéissance civile » et à « empêcher la tenue de toute opération liée au scrutin » pour dénoncer la candidature d'Alassane Ouattara à un troisième mandat, qu'ils jugent anticonstitutionnelle, obtiennent respectivement 0,99

% et 1,66 %. Ensemble, ils avaient annoncé le 2 novembre la création d'un « Conseil national de transition », quelques jours après avoir dénoncé « un simulacre d'élection » – et quelques heures seulement avant l'annonce de la CEI.

## Vagues d'interpellations

L'annonce de ce « Conseil national de transition » a eu pour conséquence directe une vague d'interpellations. Parmi les personnes visées, une vingtaine de proches d'Henri Konan Bédié (HKB), dont le secrétaire exécutif du PDCI, Maurice Guikahué, et son porte-parole, Narcisse N'dri, ainsi que le neveu d'HKB chargé du protocole, Jean-Claude N'dri. Ces derniers ont été placés en détention provisoire après avoir été présentés à un juge d'instruction, vendredi.

L'ancien président, 86 ans, a pour sa part été placé en résidence surveillée chez lui à Cocody. « Il se porte bien et garde un bon moral », assure le parti, qui appelle à « la libération des opposants et à la levée des blocus autour

des résidences des opposants ».

Pascal Affi N'Guessan a quant à lui été arrêté dans la nuit de vendredi à samedi à Akoupé, à 100 kilomètres au nord d'Abidjan. Il est apparu dimanche dans une courte vidéo, assis sur un canapé sombre, dans un bureau où il lui est demandé de démentir la rumeur de sa mort qui enflait sur les réseaux sociaux. Il devrait être présenté à un juge dans la journée. L'ancien ministre Albert Mabri Toikeusse, membre de la coalition de l'opposition, est lui toujours « activement recherché ».

Le procureur Richard Adou a annoncé vendredi avoir saisi le doyen des juges d'instruction en vue de l'ouverture d'une information judiciaire « pour les faits d'actes de terrorisme, d'attentat et de complot contre l'autorité de l'État, de meurtre, de vol en réunion avec violences, de destruction volontaire de biens, d'incendie et de destruction de véhicules, d'organisation et de participation à un mouvement insurrectionnel », a détaillé le procureur au cours d'une conférence de presse.

Source : Jeune Afrique

## Crise postélectorale en Guinée Conakry : La journée « ville morte » de l'opposition ignorée

L'appel lancé par l'UFDG (l'union des forces démocratiques de Guinée), et l'ANAD à observer une ville morte ce lundi 09 novembre 2020 afin de protester contre les résultats publiés par la Cour constitutionnelle donnant vainqueur à Alpha Condé avec 59,50% n'est pas suivi à Kaloum, le centre administratif de la capitale, a constaté notre reporter.

A 13 heures, la circulation est dense tout au long de l'avenue de la république longeant le palais sékhoutouréya à l'hôpital Ignace Deen. Les boutiques, magasins, banques et toute l'administration fonctionnaient au rythme normal des affaires. Les citoyens vaquaient à leurs occupations, l'ambiance est la même pendant les jours ouvrables.

Magassouba Camara sortant d'une banque de la place, pense qu'il faut aller à l'essentiel car c'est une peine perdue d'être toujours dans les marches et observer une ville morte.

« Je pense qu'il y a mieux à faire que d'être dans la léthargie des marches et ville morte.



Tout est fait et la cour constitutionnelle ne pourra plus revenir en arrière. Donc, il faut aller à l'essentiel. Ce que je peux demander au nouveau président Alpha Condé, c'est de recoudre le tissu social complètement déchiré et de maintenant se rendre compte qu'il a fait

trop de promesses non réalisées. Qu'il sache qu'il est le président de tous les Guinéens et non des RPGistes », déclare-t-il. Cependant, tôt ce matin, des échauffourées ont été signalées en haute banlieue de la capitale notamment à Wanindara.





## Championnat National de Basket-Ball : L'AS police réalise le doublé

**Les deux formations de l'AS Police se sont hissées sur la plus haute marche du podium, en dominant le Djoliba Dames 3-2 et Attar club Messieurs 3-1 lors des Play-offs. C'est la première fois de leur histoire que les joueuses de l'AS Police remportent le prestigieux trophée.**

La soirée du samedi dernier a été rose pour les joueurs et les dirigeants de l'AS Police. Et pour cause, 24h après le sacre de l'équipe masculine face à Attar club de Kidal, la formation féminine s'est adjugée, à son tour le prestigieux trophée, en dominant le Djoliba 48-37, lors de la 5<sup>e</sup> et dernière journée des Play-offs. Championnes du Mali en titre, les Rouges pensaient avoir fait le plus difficile, en égalisant à 2-2, après avoir été menées 2-0 par les Policières. Mais samedi au Palais des sports Salamatou Maïga, l'AS Police a eu les ressources morales et physiques suffisantes pour damer le pion aux multiples championnes du Mali et coiffer la toute première couronne de son histoire.

Avec ce sacre, les Saran Traoré, Djénéba Sacko, Nagnouma Coulibaly, Kadiatou Samaké pour ne citer que ces quelques noms ont écrit une belle page de l'histoire du club et sont devenues les premières joueuses de l'AS Police à soulever le titre suprême. Pas de 7<sup>e</sup> titre donc de rang pour le Djoliba Dames qui faisait figure de grand favori à sa propre succession,

mais qui a été coiffé au poteau d'arrivée par des Policières qui ont affiché leurs ambitions d'entrée de jeu, en s'imposant 69-68, avant de remettre ça lors de la 2<sup>e</sup> journée des Play-offs (55-46).

Stoppées par les championnes du Mali en titre lors de la 3<sup>e</sup> journée (54-43) puis dominées à nouveau lors de la quatrième journée (59-52), les protégées du coach Mamoutou Kané n'ont pas tremblé lors du dernier acte, samedi au Palais des sports Salamatou Maïga. Elles sont allées chercher la victoire (48-37) et offert le trophée derrière lequel leur club courait depuis sa création le 5 octobre 2001. «Je rends grâce à Dieu de nous avoir donné la chance de réaliser cet exploit.

Bravo aux joueuses, elles y ont cru et se sont battues jusqu'au bout. Elles méritent ce titre de championnes du Mali», s'est exclamé le coach Mamatou Kané au coup de sifflet final de la partie. «Je remercie les dirigeants du club qui n'ont ménagé aucun effort pour mettre l'équipe dans les meilleures conditions de travail possibles», a ajouté le technicien qui

devient, lui aussi, le premier entraîneur à remporter le titre suprême avec la formation policière.

Du côté du Djoliba, la déception était sur tous les visages, à l'image du coach Amara Traoré qui rêvait d'offrir un 7<sup>e</sup> titre de rang au Djoliba, vainqueur des 6 dernières éditions. «On est déçu du résultat, on présente nos excuses à tous nos supporters. Je dis félicitation à l'AS Police, le titre est mérité», a déclaré le technicien, avant de se projeter vers la Coupe du Mali. «La saison n'est pas terminée, il reste la Coupe du Mali. Nous allons nous battre pour redonner la joie à nos supporters, en remportant cette compétition».

Sur le tableau masculin, la bataille a duré quatre journées. L'AS Police a remporté les deux premiers actes (60-58, 68-67), avant d'être stoppée lors de la troisième journée par Attar club de Kidal (69-65). Mais les Policiers n'ont pas donné le temps à leurs adversaires de prendre confiance car, dès la quatrième journée, ils remettront les choses à leur place, en gagnant 91-87 après prolongations.

Dès le quart temps initial, l'AS Police a affiché ses ambitions en s'imposant 27-13, avant d'aller à la pause avec une avance de 9 points (39-30). Le troisième quart temps ne changera pas grand-chose pour Attar club qui s'incline 47-53. Au dernier quart temps, l'AS Police n'avait plus qu'à terminer le boulot et soulever le troisième trophée de son histoire (91-87). Le championnat national terminé, les regards se tournent désormais vers la Coupe du Mali dont les quarts de finale sont prévus ce week-end.

**Seïbou S. KAMISSOKO**  
Source : Essor



## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Vous désirez changer de façon de travailler. La routine vous mine et des recherches peuvent s'amorcer lentement. La motivation pour rechercher un nouveau poste reste grande. Le secteur commercial peut vous attirer, car vous cherchez à relever des défis.

Les achats peuvent concerner votre véhicule. Des accessoires pour celui-ci ou pour votre habitation sont possibles. Le climat n'est pas aux économies, mais à divers frais obligatoires comme superflus. Vous pouvez craquer sur le coup de l'impulsivité.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Vous avez un grand besoin de vacances, cela se ressent dans votre travail ! Vous êtes moins réactif, plus irritable. Vous enchaînez les réprimandes de la part de vos supérieurs, rien ne va plus ! Vous avez de plus en plus de mal à vous ressaisir.

Ne jouez pas avec le feu, financièrement vous manquez encore un peu de stabilité. Attendre que votre situation se soit consolidée est raisonnable, ensuite vous pourrez vous faire plaisir. C'est une journée favorable pour vos finances.



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Vous pouvez trouver une nouvelle activité suite à l'appui d'un collaborateur. Votre réseau est précieux et un tournant important se présente dans votre carrière. Il peut nécessiter une formation. De la positivité fait son retour dans cette journée.

Les astres vous rendent dépensier et vous ne pouvez pas empêcher la série de dépenses actuelles. Heureusement le hasard vous donne un coup de pouce pour économiser. Des amis ou des proches peuvent vous offrir des affaires pour éviter des frais inutiles.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Vos projets sont bien ficelés. Vous saurez les mettre en valeur et en faire une présentation flatteuse. L'inconnu ne vous fait plus peur. Vous vous sentez prêt à relever tous les défis et à les remporter ! À croire que vous avez mangé du lion !

Si vous aviez des problèmes avec votre banque, les choses s'arrangeront. Mercure et Jupiter vous donneront les ficelles pour ne plus connaître le même genre de problème. Vos comptes ne sont pas en danger, mais continuez à vous montrer rigoureux.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Un tournant professionnel mobilise beaucoup de temps et de faire des concessions. Vous amorcez un nouveau poste et l'univers change. Vous devez vivre une sorte de baptême du feu avec des personnes avec des égos importants et vous devez vous imposer parmi eux.

Puisque vous démarrez un nouveau poste, la prudence suit automatiquement. Vous ne dépensez pas ou peu pour les loisirs et privilégiez les paiements de factures ou les achats utiles pour le lieu d'habitation. Un peu de patience pour retrouver la sérénité.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

L'ambiance est tendue, vous êtes contrarié. Vos ambitions sont freinées, vos projets sont retardés. Impatient dans l'âme, vous cherchez une solution pour atteindre vos objectifs. Mars pousse un petit coup de gueule et vous invite à revoir vos priorités.

On a l'impression qu'avec votre argent vous faites des tours de magie ! Quand il n'y en a plus, il y en a encore ! Vous abordez les problèmes au cas par cas, aujourd'hui la chance vous sourit, vous avez la possibilité d'étoffer vos revenus.



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Vous avez envie d'évoluer dans un service où vous trouveriez une meilleure place et plus de reconnaissance. Du mécontentement vous anime et des recherches vers un nouveau poste démarrent. Il faut compter sur de la patience pour atteindre votre objectif.

Vous faites attention à vos dépenses, car récemment, elles ont été fortes et vous devez freiner ces pulsions d'achats. Il est conseillé de vous limiter aux achats indispensables. La prudence est toujours de mise en cette journée.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Vos projets prennent forme, vous recevez une aide inattendue. Vous possédez un excellent sens de l'analyse et trouverez facilement les solutions aux problèmes qui pourront se poser. L'ingéniosité est votre seconde nature !

Sous l'effet du trigone Jupiter/Mercure, vous équilibrerez parfaitement votre budget. Vous maîtrisez vos rentrées et vos dépenses. Vous saurez faire face aux frais inattendus si jamais ils se présentaient. Vous éviterez les dépenses superflues.



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Un proche collaborateur vous vole la vedette, il s'approprie l'un de vos derniers projets, il se fait passer pour l'auteur de vos récentes recherches. Vous êtes anéanti par la situation. Floué et incompris vous cherchez de l'aide auprès de vos proches.

Pour pouvoir réaliser vos projets, vous ressentez un grand besoin d'indépendance financière, mais si à la maison vous n'êtes pas le seul décisionnaire cela risque d'être un peu plus compliqué que ça. Soyez patient, inutile de vous précipiter.



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Un proche collaborateur vous vole la vedette, il s'approprie l'un de vos derniers projets, il se fait passer pour l'auteur de vos récentes recherches. Vous êtes anéanti par la situation. Floué et incompris vous cherchez de l'aide auprès de vos proches.

Pour pouvoir réaliser vos projets, vous ressentez un grand besoin d'indépendance financière, mais si à la maison vous n'êtes pas le seul décisionnaire cela risque d'être un peu plus compliqué que ça. Soyez patient, inutile de vous précipiter.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

Vous désirez changer de façon de travailler. La routine vous mine et des recherches peuvent s'amorcer lentement. La motivation pour rechercher un nouveau poste reste grande. Le secteur commercial peut vous attirer, car vous cherchez à relever des défis.

Les achats peuvent concerner votre véhicule. Des accessoires pour celui-ci ou pour votre habitation sont possibles. Le climat n'est pas aux économies, mais à divers frais obligatoires comme superflus. Vous pouvez craquer sur le coup de l'impulsivité.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Doué pour anticiper les problèmes et trouver une solution, rien ne vous arrêtera. Vous réfléchirez plus rapidement qu'à votre habitude, tout vous semblera plus clair. Par ailleurs, votre cote de sympathie est en hausse et vous donne accès à des soutiens inattendus.

Vos finances devraient s'épanouir. Sous une telle configuration astrale, l'argent arrive de manière assez conséquente. Augmentation, retour sur investissement, trop perçu, bref, une bonne nouvelle de ce côté-là, ça ne se refuse pas !

# Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous